

Publications en ligne :

Rapport Soja durable ? Responsable ?

http://www.gmwatch.org/files/GMsoy_Sust_Respons_SUMMARY_FRE_v6.pdf

Rapport Des Amis de la terre : **Les cultures d'OGM s'effondrent en Europe**

<http://www.amisdelaterre.org/Les-cultures-d-OGM-s-effondrent-en.html>

Actualités liées aux OGM et à l'agriculture en France

Le conseil régional Centre se révolte contre les OGM

<http://www.orleansinfos.fr/article.php?id=1672&nocache=1296607642>

Le conseil régional part en guerre contre les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés). En vue d'annuler la mise sur le marché et l'importation de six nouvelles variétés d'OGM dans l'Union européenne, le président de la région, François Bonneau saisi la justice de l'union européenne aux côtés de Philippe Martin, le président du Conseil Général du Gers.

La région Centre est la première région céréalière. Face à ces décisions d'importation et aux effets inconnus de ces OGM, le conseil régional réagit vivement. Depuis quelques temps, la Région Centre valorise l'agriculture biologique dans le but de l'introduire dans la restauration collective.

Le conseil régional réclame l'annulation de la décision de mise en circulation des produits avec OGM, dans la production de l'alimentation pour les animaux et les personnes.

Douze régions dont Rhône-Alpes et deux départements se mobilisent contre les OGM

Haute-Loire : un collectif s'oppose aux OGM dans la restauration collective

<http://www.zoomdici.fr/actualite/Haute-Loire-un-collectif-s-oppose-aux-OGM-dans-la-restauration-collective-id104948.html>

Pour obtenir le retrait des OGM dans la restauration collective, notamment les cantines scolaires, le collectif 43 sans OGM s'adresse directement aux élus. Pour la troisième année consécutive, 260 lettres ont été adressées aux maires de Haute-Loire.

Après leur avoir demandé d'interdire la culture des OGM sur leur territoire, puis de respecter les engagements du Grenelle de l'environnement qui stipulait 20 % de bio dans les restaurations collectives, le collectif demande cette fois-ci aux élus de supprimer les OGM de leurs restaurations collectives.

Plus de 80 % des français hostiles aux OGM

"Dans toutes les assiettes de cantine des enfants, vous trouverez des OGM", alerte le collectif. S'appuyant sur un sondage attestant que plus de 80 % des Français sont hostiles aux OGM, le collectif rappelle que les élus sont décisionnaires et qu'en aucun cas il n'était stipulé dans leurs mandats que les OGM auraient leur place dans les cantines. "Nos collectivités locales se doivent d'être soucieuses de l'alimentation de leurs habitants, enfants et personnes âgées dont elles ont la charge, car combien de leurs mandants ont demandé d'introduire les OGM dans leurs cantines ?", questionne-t-on avec une pointe d'ironie.

"Exclure les OGM, c'est l'occasion de se tourner vers un approvisionnement en nourriture de qualité", juge le collectif, avant d'ajouter : "une collectivité dispose, comme tout consommateur, de la faculté de définir librement ses besoins". De plus, le collectif s'appuie sur une décision de la cour administrative d'appel de Lyon reconnaissant le droit des cantines à être sans OGM.

D'ailleurs, de nombreuses collectivités, en France, ont déjà décidé d'exclure les OGM de leur restauration collective, d'autres ont fait le choix de passer en bio.

La Haute-Loire, un terrain propice à l'agriculture biologique

Dans cette optique, les "sans OGM" estiment que les circuits courts et les filières bio pourraient être davantage soutenues, redorant ainsi un peu l'économie locale par le biais de l'agriculture. "On veut aider notre agriculture et c'est fondamental pour le tissu social", argumente un des militants quand un autre fait écho : "il vaut mieux trois fermes biologiques plutôt qu'une ferme conventionnelle : ça fait travailler beaucoup plus de monde, et c'est de l'emploi local, au détriment de grandes multinationales". On estime en effet qu'une exploitation bio nécessite 30 % de main d'oeuvre en plus.

Le collectif, qui existe depuis 5 ans et regroupe plus de 30 associations aux quatre coins du département, rappelle également qu'il ne faut donc pas faire de raccourci et opposer agriculture et écologie. D'ailleurs, parmi les militants, on retrouve plusieurs exploitants agricoles.

Pour Gilles Rousset, porte-parole du collectif 43 sans OGM, seule une décision politique pourra faire avancer les choses. Il rappelle d'ailleurs que la Haute-Loire est un terrain particulièrement propice à l'agriculture biologique.

Le bio, vraiment plus cher ?

Mais la nourriture bio, n'est-ce pas trop cher ? Cette inlassable question est balayée d'un revers de main par Gilles Rousset, le porte-parole du collectif : "c'est pas forcément plus cher, sauf si l'on décide de manger de la viande tous les jours, ce qui n'est absolument pas nécessaire. Si l'on estime que le bio coûte environ 2% plus cher, c'est aussi parce que l'agriculture conventionnelle est beaucoup plus subventionnée que l'agriculture biologique". On considère en effet l'écart de subventions d'environ 40 % entre ces deux types d'agriculture.

Les lettres envoyées aux maires comprennent un courrier incitatif, un modèle de délibération municipale pour une restauration sans OGM, des informations sur le coût d'un repas bio dans les cantines et un extrait de la délibération de la cour administrative de Lyon.

Les précédentes missives avaient fait chou blanc ; à l'approche des cantonales, le collectif espère être davantage entendu des élus.

Actualités liées aux OGM en Europe

BULGARIE - ET UN MORATOIRE DE PLUS SUR LE MAÏS OGM MON810 par [Christophe NOISETTE](#) , février 2011

Mercredi 2 février, le Conseil des ministres bulgare a annoncé de façon succincte sur le portail web du gouvernement bulgare [1] que la Bulgarie venait de déposer une clause de sauvegarde pour interdire la culture du maïs GM Mon810. C'est donc le septième État membre de l'UE [2] qui a décidé d'interdire l'une des trois PGM autorisées à la culture sur le territoire européen [3]...

Le gouvernement précise : « Cette interdiction vise à garantir la protection de l'agriculture bulgare et de l'environnement, à éviter l'acquisition d'une résistance à la protéine Bt par la flore et la faune non-cibles ainsi que son accumulation dans les écosystèmes et les sols ».

Inf'OGM rendra compte prochainement à ses lecteurs des arguments précis utilisés par le gouvernement bulgare pour interdire le maïs Mon810 sur son territoire.

[1] <http://www.government.bg/cgi-bin/e-...>

[2] Allemagne, Autriche, France, Grèce, Hongrie, Luxembourg

[3] Les deux autres sont le maïs GM T25 et la pomme de terre transgénique Amflora

Le maïs MON-810 de Monsanto est l'un des Ogm les plus controversés.

(© TNC)

Par ailleurs, la Commission ne sera plus tenue, à compter du 1er mars, d'autoriser au bout du compte la culture des plantes génétiquement modifiées lorsque les Etats n'ont pas réussi à se mettre d'accord, a indiqué jeudi à l'Afp une source européenne.

Une nouvelle procédure va en effet entrer en vigueur à compter de cette date, qui va permettre de relâcher la pression exercée sur Bruxelles.

L'exécutif européen est en effet actuellement contraint de/« prendre ses responsabilités »/et d'autoriser la culture et la commercialisation des*Ogm*, si l'Agence pour la sécurité des aliments Efsa basée à Parme (Italie) a rendu un avis favorable et si aucune majorité n'a été trouvée entre les Etats pour s'y opposer.

Le sujet est devenu très politique

La nouvelle procédure prévoit la création d'un comité d'appel, qui peut se réunir au niveau des ministres pour décider des autorisations de culture et de commercialisation des Ogm. Et en cas de désaccord persistant, la Commission peut décider l'autorisation,/« mais elle n'est plus obligée de le faire »,/a souligné la source. Le président de la Commission, José Manuel Barroso, ne pourra plus se prévaloir de l'obligation imposée par la réglementation européenne. Reste à savoir s'il se prévaudra de cette faculté pour geler les*demandes d'autorisations*pour les Ogm les plus controversés, comme le MON-810 du géant américain Monsanto, en attente du renouvellement de son autorisation.

La Bulgarie vient de décider d'interdire sa culture sur son territoire, rejoignant un groupe composé de la France, l'Allemagne, la Hongrie, le Luxembourg, la Grèce et l'Autriche. Le sujet est devenu très politique, en raison de la défiance des consommateurs et des*manifestations*parfois violentes des opposants aux Ogm. Seuls deux Ogm sont actuellement cultivés dans l'UE : le maïs 810 et la pomme de terre Amflora de l'allemand Basf. Ces cultures couvrent un peu plus de 100.000 hectares. Mais, quinze autres plantes génétiquement modifiées, pour la plupart des semences de maïs, attendent une autorisation de culture.

Un système à la carte

Pour débloquer le processus d'autorisation des semences Ogm, la Commission européenne a proposé un système à la carte. Elle suggère de laisser, aux Etats, la décision d'autoriser ou non la culture sur leur territoire. Elle va leur soumettre le 11 février sept motifs invocables, dont la préservation de l'ordre public, afin d'éviter des manifestations d'anti-Ogm. Sont également mentionnées la préservation des cultures traditionnelles, l'assurance pour les consommateurs de trouver des produits sans Ogm, les préoccupations morales, philosophiques ou religieuses.

En échange, l'exécutif européen attend leur accord pour les homologations réclamées par les géants de l'agroalimentaire, dans les pays qui le souhaitent. Les motifs d'interdiction proposés par la Commission/« sont sans surprises »,/a souligné jeudi, très réservé, un diplomate européen. Elles ont en effet été évoquées, dès la présentation du système à la carte, et la majorité des Etats les avaient jugées juridiquement insuffisantes en cas de contentieux devant l'Omc.

<http://www.infogm.org/spip.php?article4737>

EUROPE - LA BAISSSE DES SURFACES CULTIVEES AVEC DES OGM SE CONFIRME

par [Christophe NOISETTE](#) , février 2011

Après l'Espagne, le Portugal et la Roumanie [1], les chiffres officiels du gouvernement tchèque confirment une nette diminution des surfaces de cultures transgéniques (OGM). Entre 2009 et 2010, les surfaces consacrées au maïs GM (génétiquement modifié) sont passées de 6480 à 4680 hectares, soit une diminution de 28%. Cette diminution avait commencé dès 2008 (8380 hectares). Par ailleurs, trois producteurs, propriétaires d'une usine de transformation d'amidon, ont cultivé 150 hectares de pomme de terre transgénique Amflora. Cependant, interrogée par Inf'OGM, une responsable du ministère tchèque de l'Environnement annonce que « *BASF ne prévoit pas de culture d'Amflora pour la saison 2011 à cause des problèmes de pureté des tubercules* », lesquels sont utilisés pour les semences. Ceci n'est pas sans rappeler l'incident survenu en Suède où des pommes de terre transgéniques Amadea non autorisées se sont retrouvées dans un champ de pomme de terre Amflora [2].

Le communiqué de presse du ministère tchèque à l'Agriculture n'explique pas la baisse des cultures de maïs GM. Cependant, il exprime une position de soutien sans faille aux plantes génétiquement modifiées. Ainsi, il commence par ces lignes relativement explicites : « *Les cultures génétiquement modifiées ont un avenir* », expliquant qu'elles permettraient de sauver des exploitations agricoles, qui, autrement, seraient vouées à la faillite. Plus loin, le ministère précise qu'une de ses priorités est de « *réduire la bureaucratie* » pour les dossiers de culture GM [3].

En Europe, les surfaces transgéniques cultivées ont également stagné dans tous les autres pays en 2010 : en Slovaquie (875 hectares de maïs Bt), en Pologne (3000 hectares de maïs Bt) et en Allemagne (28 hectares de pomme de terre Amflora).

Mais un pays, la Suède, a connu pour la première fois, l'introduction de cultures transgéniques dans ses champs avec 103 ha de pomme de terre transgénique Amflora.

Au total, l'ensemble des cultures transgéniques de l'Union européenne est passé de 94 888 hectares à 82 254 hectares, soit une diminution de 13%.

La baisse des cultures de maïs transgénique s'explique par plusieurs facteurs : une diminution de la sole de maïs en général, un travail de sélection sur les variétés intégrant le transgène Mon810 peu dynamique, un surcoût lié aux droits de propriété intellectuelle, un marché peu favorable aux OGM...

L'Europe reste donc majoritairement hostile aux cultures génétiquement modifiées sur son territoire. Sept États membres - Allemagne, Autriche, France, Grèce, Hongrie, Luxembourg, et dernièrement la Bulgarie [4] - continuent d'interdire le maïs Mon810 à la culture, trois États membres ont interdit la pomme de terre Amflora [5] et la Hongrie, soutenue par la France, la Pologne, le Luxembourg et l'Autriche, a porté plainte contre l'autorisation accordée par la Commission européenne pour cette même pomme de terre Amflora.

[1] [De moins en moins de maïs OGM cultivé en Europe](#)

[2] [OGM - Amflora : la pomme de terre de la discorde](#)

[3] <http://eagri.cz/public/web/mze/zeme...>

[4] [BULGARIE - Et un moratoire de plus sur le maïs OGM Mon810](#)

[5] [Et de trois... La Hongrie vient d'interdire la pomme de terre OGM Amflora](#)

Actualités liées aux OGM dans le Monde

<http://ogm.greenpeace.fr/le-peuple-chinois-dit-non-au-riz-ogm>

Le peuple chinois dit non au riz OGM

Article écrit par Pan Wenjing – responsable de la campagne Alimentation et Agriculture à Greenpeace Chine

« Nous ne voulons pas du riz OGM ! » est le message qu'on a pu entendre haut et fort à travers la Chine. Ici, dans les bureaux de Greenpeace à Pékin, nous recevons de plus en plus d'appels et de courriels de la part de parents, de ménagères, de collégiens, de marchands de semences et même d'agriculteurs, qui nous posent tous la même question : comment puis-je faire pour éviter le riz génétiquement modifié ? Nous percevons de plus en plus nettement l'anxiété et la colère qu'éprouvent les consommateurs vis-à-vis les aliments transgéniques. D'après un sondage que nous avons commandé récemment, 69 % des consommateurs de la Chine continentale et 79 % de ceux de Hong-Kong ne veulent pas du riz OGM.

Pour le peuple chinois, le riz constitue la plus importante denrée de base. La riziculture existe en Chine depuis 7 000 ans, et des milliers de variétés y ont été produites, aussi peut-on dire que cette céréale a joué un rôle important dans la culture, les traditions, l'histoire et la vie sociale de ce pays. Les bébés chinois sont nourris avec de la bouillie de riz, et celui-ci représente une partie incontournable de presque tous nos plats. Malheureusement, notre riz quotidien est maintenant menacé parce que le riz OGM est sur le point d'être commercialisé, en dépit de l'opposition du public.

En rejetant d'une manière aussi nette le riz OGM, les consommateurs envoient un message extrêmement clair, puisque le riz revêt une importance considérable dans leur vie de tous les jours. Greenpeace a commandé en 2010 un sondage portant sur la consommation de cette céréale dans plusieurs villes et régions de la Chine. Les résultats pour Pékin, Shanghai et Canton indiquent que 69 % des consommateurs choisiraient du riz non OGM, et 77 % préféreraient des aliments pour bébé sans riz OGM. À Hong-Kong, 79 % des répondants ont dit « NON » au riz OGM. L'opposition à ce riz génétiquement modifié se répand aussi dans d'autres parties de la Chine : une enquête de suivi a nettement démontré qu'à Wuhan et à Changsha, en Chine centrale, 65 % des consommateurs accorderaient leur préférence au riz non OGM, et 83 % choisiraient de la nourriture pour bébé exempte de riz OGM.

Jusqu'ici, les objections formulées par les semenciers et les agriculteurs à l'endroit du riz OGM n'ont été ni écoutées ni respectées. Tout le processus qui pourrait bientôt conduire à la mise en marché du riz OGM en Chine s'est déroulé à huis clos. Le peuple chinois n'a même pas été informé qu'on avait accordé deux certificats de biosécurité à deux lignées de riz OGM, une étape préalable à la commercialisation.

Étant donné que mon travail à Greenpeace vise à promouvoir un monde sans OGM, je ne voudrais pas devoir prochainement répondre à des appels de gens devenus mécontents et inquiets parce qu'on leur refuse la possibilité d'éviter les aliments génétiquement modifiés.

C'est pourquoi je presse le gouvernement d'écouter attentivement les voix de ces mères et de ces cultivateurs. Je presse le gouvernement pour qu'il cesse d'ignorer la voix du peuple. Le riz OGM devrait être arrêté immédiatement. Le gouvernement a besoin de prendre au sérieux la menace que les cultures OGM posent à l'environnement, à la santé et à la sécurité alimentaire, et cesser cette expérience avec la nourriture de son peuple.

Association Rés'OGM Info

58 rue Raulin 69007 LYON

Si vous souhaitez passer nous voir, merci de nous contacter par avance

04 78 42 95 37 www.resogm.org resogminfo@free.fr

Newsletter réalisée par Marie-Aude Cornu, animatrice coordinatrice régionale